

PF

*UN SIECLE DE
PRESSE LOCALE*

*LES ILES DU LITTORAL CHARENTAIS
(1882-1982)*

THESE

En vue de l'obtention d'un
DOCTORAT D'UNIVERSITE

Présentée par

PIERRE FRUSTIER

Président du Jury : Hugues Hotier, Professeur à l'Université de Bordeaux III
Membres : Philippe Rouyer, Professeur à l'Université de Bordeaux III,
Henri de Grandmaison, Directeur de la Rédaction du journal Sud Ouest

SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Décembre 1989



RAPPORT PRÉALABLE
À LA SOUTENANCE DE
THÈSE EN SCIENCES
DE L'INFORMATION
ET DE LA
COMMUNICATION

de M. Pierre FRUSTIER

Monsieur FRUSTIER présente une thèse intitulée UN SIÈCLE DE PRESSE LOCALE, les îles du littoral charentais.

Il s'agit d'un travail très riche qui comporte de nombreuses indications sur l'état et sur l'évolution de la presse dans la région étudiée : les îles du littoral charentais.

On apprécie la qualité de la documentation et la constante mise en relation du phénomène avec son contexte socio-économique. C'est là une des qualités les plus évidentes de ce travail.

De sa naissance à l'état actuel, la presse charentaise et sa difficulté à se situer entre le local et le général sont soigneusement étudiées. De même que les relations entre presse locale et politique (en particulier au moment de l'arrivée au pouvoir d'Hitler).

La thèse de Monsieur Frustier est d'un grand intérêt et l'on apprécie particulièrement que cet analyste rigoureux ait lui-même tenté une mise en pratique de ses réflexions en lançant un journal dans la région qui fait l'objet de son étude.

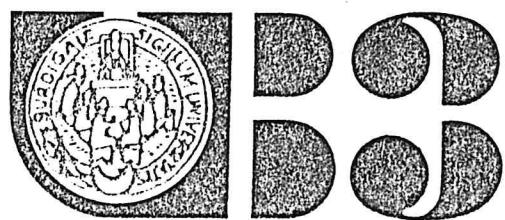
Incontestablement, la thèse de Monsieur Frustier mérite d'arriver à soutenance.

À Toulouse, le 14 décembre 1989

Hugues HOTIER
Professeur à l'Université
de Bordeaux 3

INSTITUT DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

U.F.R. des Sciences de l'information, de la Communication et des Arts — Université de Bordeaux 3
ISIC — BORDEAUX 3 Domaine Universitaire 33405 TALENCE CEDEX Tél. : 56 84 50 58



RAPPORT DE SOUTENANCE DE THESE

PIERRE FRUSTIER

Un siècle de presse locale : les îles du littoral charentais (1882-1992)
Section Sciences de l'Information et de la Communication

Thèse soutenue le 21 décembre 1989, à 9 heures,
salle des Actes de l'Université de Bordeaux III

Jury : Président M. Henri de GRANDMAISON,
Directeur de la rédaction du journal Sud Ouest.

Examinateurs : M. Le Professeur HOTIER, Université de Bordeaux III,
M. Le Professeur ROUYER, directeur de la thèse.

M. ROUYER prend la parole. Cette thèse satisfait en lui le professeur, directeur de recherche, et le charentais d'enfance et de cœur qui a appris beaucoup sur "son pays". Cette thèse satisfait aussi le professeur de l'Université de Bordeaux III qui possède, avec l'I.U.T B, une école de journalisme qui sait non seulement former des professionnels mais aussi des chercheurs. La qualité de la thèse, tant sur le plan de la recherche dans les archives départementales et locales de Charente Maritime que sur le plan de la présentation (parfaite) et de la rédaction, toujours précise, pointue et économique (quelquefois trop mais le journaliste est habitué à dire beaucoup en peu de mots) fait honneur au candidat. De plus, celui-ci a su passer de l'apprentissage du métier à la recherche après l'action (un très bon DEA sur *Olron Hebdo* dont il se sert ici) et de l'action à nouveau vers la recherche matérialisée aujourd'hui par cette soutenance de thèse. Armé pour la vie comme pour l'enseignement et la recherche, M. FRUSTIER, dans cette thèse, fait la preuve qu'il est à l'aise dans les deux domaines.

Après une introduction très sobre qui brosse un bon portrait complet des îles du littoral charentais (avec carte à l'appui), Pierre FRUSTIER lie, dès le départ, la situation insulaire et l'éclosion d'une presse locale dès 1881, date incontournable dans l'histoire de la presse française. L'insularité est analysée en termes de communication, ce qui soulève d'intéressantes perspectives de recherche ultérieure qu'on sent le candidat avide d'aborder plus tard.

Pierre FRUSTIER a scruté tout ce que la Charente Maritime recélait d'archives et il en tire une hypothèse qui le guide tout au long de son travail : les deux îles, Ré et Oleron, ont des caractéristiques propres. Le plan de la thèse s'organise autour de cela et c'est efficace. La conclusion générale, d'ailleurs, le vérifie amplement. En quatre étapes (1881-1914, 1915-1944, 1945-1982, aujourd'hui), P. FRUSTIER pose deux questions et y répond de façon exhaustive : comment expliquer l'évolution divergente des deux îles et de leur presse ? Comment cerner au plus près le concept et le fonctionnement de l'information locale ? Le candidat montre bien l'importance croissante de l'économique dans le devenir de la presse locale, le combat d'un intellectualisme relatif et du mercantilisme (agricole, ostréicole et touristique, dès 1894).

Avec la deuxième partie de la thèse qui aborde une période fertile en événements, l'auteur montre bien l'équilibre instable qui s'installe entre localisme et information nationale. Si on avait, pour toutes les régions françaises, des travaux de cette qualité, l'histoire de la presse locale serait transparente. On n'oubliera pas l'histoire de Pierre TAITTINGER, tout à fait symbolique, qui devrait faire l'objet d'une monographie ultérieure.

Entre 1945 et 1982, Pierre FRUSTIER montre la dépolitisation et la concentration croissante de la presse et de l'information : mort de la presse oleronnaise mais survie relative de la presse rétaise. La part confessionnelle de l'information reste forte dans les deux cas. Les entreprises d'imprimerie semblent prendre le pas sur les rédactions et il apparaît que la presse locale devient un refuge en face des transformations sociales et économiques profondes de la France.

La diversité des titres n'est pourtant pas un gage suffisant de la liberté à cause du poids des agences. Pierre FRUSTIER analyse bien le rôle des bénévoles qui fournissent de l'information à usage interne. Il explique de manière convaincante que l'objectivité de la presse locale est en fait un paravent derrière lequel se cache une subtile forme d'exploitation (cf. p. 247 et suivantes).

L'expérience d'**Oleron Hebdo**, créé par une équipe animée par le candidat fait ressortir toutes les forces positives et négatives qui ont donné forme à la vie de la presse des îles, et d'Oleron en particulier, au cours de son histoire. Le candidat fait montre dans cette partie d'une rare capacité de regard extérieur et normatif sur une expérience qui aurait pu être rapportée en termes passionnels.

M. ROUYER conclut en félicitant le candidat pour la maîtrise de son sujet, la qualité de la rédaction et le sérieux des conclusions qui font de cette thèse un modèle de ce que devrait être une étude consacrée à la presse locale.

M. le Professeur HOTIER intervient à son tour. Le travail de Pierre FRUSTIER est très riche et comporte de nombreuses et pertinentes indications sur l'évolution de la presse des îles de la Charente Maritime. La qualité de la documentation et la constante mise en relation de celle-ci avec le contexte socio-économique local et national sont un des (nombreux) points forts évidents de cette thèse.

De sa naissance à son état actuel, la presse charentaise et sa difficulté à se situer entre le local et le général sont soigneusement étudiées. Au moment de l'arrivée au pouvoir d'HITLER, les relations entre presse locale et politique sont finement analysées et mettent bien en lumière les ambiguïtés du concept d'information locale dans un contexte national, voire international.

M. Le Professeur HOTIER a pu apprécier les qualités de journaliste solide et de chercheur non moins solide du candidat à travers l'expérience grandeur réelle et sur le terrain d'**Oleron Hebdo**. Analyste rigoureux, qui a su tenter de mettre en pratique ses réflexions en lançant un vrai journal (même si un service commercial a été oublié dans l'organigramme), M. FRUSTIER a fait avec cette thèse une oeuvre utile qui est appelée à devenir la référence en matière d'histoire de la presse locale charentaise et, au delà, un modèle pour d'autres études portant sur d'autres régions. M. HOTIER souhaite que M. FRUSTIER nous donne d'autres recherches de ce type dans les années à venir, sans oublier une monographie sur Pierre TAITTINGER.

M. de GRANDMAISON, président du jury, conclut en insistant sur le plaisir intellectuel et professionnel rare qu'il a pris tout au long de la soutenance. M. FRUSTIER a su résister son sujet dans le contexte général et fournir une batterie de chiffres excellents sur la presse. Il a bien montré la naissance des petites concentrations de presse, la montée en puissance du poids des agences (Havas), le développement de l'information service et, en contre partie, l'absence d'une véritable information locale. Le débat politique qui se lit plutôt entre les lignes révèle la permanence, toujours actuelle, d'un tempérament local radical-modéré. M. FRUSTIER montre bien la montée du tourisme, qui aurait pu aider à la naissance, difficile au demeurant, d'une presse locale qui se cherche entre le local et le général, l'interne et l'externe, le service et le commentaire.

Après 1914, M. FRUSTIER montre avec bonheur l'accès difficile à la stabilité insulaire d'une presse qui hésite entre plus d'informations générales et moins

d'informations locales ou le contraire. L'histoire de Pierre TAITTINGER, "Citizen Kane charentais", est aussi passionnante que l'étude de la presse confessionnelle et professionnelle qui n'échappe pas, avec une violence de plume rare aujourd'hui, aux débats politiques vifs. Le microcosme insulaire charentais est un excellent révélateur du climat national et l'auteur, le montre d'excellente façon.

M. de GRANDMAISON félicite à nouveau l'auteur qui a bien montré l'évolution cahotique de l'information insulaire, différenciée selon qu'on est en Ré ou à Oleron. Le journaliste finit par disparaître de ces journaux. C'est ce qui explique l'expérience et la création d'**Oleron Hebdo** pour faire renaître une presse oleronnaise de qualité, faite par des journalistes et non par des imprimeurs. L'analyse du **Phare de Ré**, hebdomadaire typique de la presse locale en France, montre bien l'importance des fonctions service et publicité, "le degré zéro de l'objectivité médiatique" et cependant la performance du titre malgré sa médiocrité technique et rédactionnelle.

La réussite du **Phare** était-elle transposable en Oleron? C'est une question sur laquelle le candidat s'interroge encore aujourd'hui, et le jury avec lui.

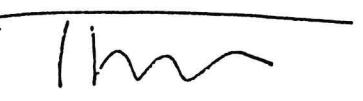
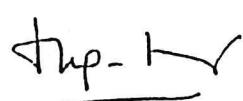
M. de GRANDMAISON en vient à sa conclusion : Beau travail qui permet d'ouvrir une vaste réflexion sur le métier de journaliste et sur sa véritable fonction dans la cité ou sur une île, qui montre aussi la permanence des situations locales, des mentalités. Il y a dans ce département de Charente Maritime une culture hebdomadaire incontournable pour la presse quotidienne, les habitudes de lecture ne se changent pas facilement.

Après délibération, le jury décerne à M. Pierre FRUSTIER le grade de Docteur de l'Université de Bordeaux III avec la mention TRES HONORABLE à l'unanimité.

M. DE GRANDMAISON
Président du Jury

M. le Professeur HOTIER
Examinateur

M. le Professeur ROUMY
rapporteur



L'auteur tient particulièrement à remercier ici :
Martine et Arthur Jolly pour leur patience;
Jean Pierre Descamps, Jean Pierre Brouillaud,
Jean Marc Chailloleau, le LOCAL (Lien Oleronais
de la Culture, l'Animation et les Loisirs)
pour leur aide matérielle et technique;
Marie France Blanquet, Georges et Pierrette Frustier
pour leur appui moral;
Alain Grégoire, Mireille Billion, Gérard Chagneau,
Bernard Jolly, le personnel et les lecteurs qui ont
participé à l'expérience Oleron Hebdo.

SOMMAIR

SOMMAIRE _____

AVANT PROPOS _____

1. INTRODUCTION _____

- 1. Les îles du littoral charentais
- 2. Un siècle de presse locale
- 3. Approche théorique
- 4. Approche méthodologique
- 5. Plan de l'étude
- 6. Les sources

2. PREMIERE PARTIE : AVANT 1915 _____

1. Chapitre 1 : Inventaire de la presse charentaise et insulaire avant 1915 _____

- 1. La presse charentaise
- 2. La presse insulaire

2. Chapitre 2 : Les débuts de la presse insulaire _____

- 1. Une presse insulaire, pour quoi faire ?
- 2. Le poids de la presse insulaire

3. Chapitre 3 : Les grands dossiers de la presse insulaire _____

- 1. Le débat républicain
- 2. Les grandes affaires du siècle
- 3. Les préoccupations locales

4. Conclusion à la première partie _____

3. DEUXIEME PARTIE : 1915-1944 _____

1. Chapitre 1 : Inventaire de la presse charentaise et insulaire 1915 _____

- 1. La presse charentaise
- 2. La presse insulaire

2. Chapitre 2 : Le poids de la presse insulaire _____

- 1. Au delà des 1 000 exemplaires
- 2. La bipolarisation du débat
- 3. Particularismes de la presse insulaire

3. Chapitre 3 : Les grands dossiers de la presse insulaire _____

- 1. Le débat républicain
- 2. Le Front Populaire
- 3. La Seconde Guerre Mondiale

4. Chapitre 4 : Les grands dossiers de la vie insulaire _____

- 1. Les activités traditionnelles
- 2. Le tourisme

5. Conclusion à la seconde partie _____

4. TROISIEME PARTIE : 1945-1982	P. 136
1. Chapitre 1 : La presse charentaise, 1945-1982	P. 137
1. Inventaire départemental	P. 140
2. La presse insulaire	P. 147
3. L'effritement de l'information insulaire	P. 150
4. Conclusion	P. 150
2. Conclusion générale à l'histoire de la presse insulaire	P. 151
5. QUATRIEME PARTIE : CENT ANS APRES	P. 158
1. Chapitre 1 : L'île de Ré et le contexte rétais	P. 163
1. Le contexte rétais	P. 164
2. Le marché médiatique	P. 166
3. Le monopole au quotidien	P. 169
2. Chapitre 2 : Le Phare de Ré, anatomie d'un journal insulaire	P. 174
1. La voix de l'île de Ré	P. 178
2. Une affaire payante	P. 179
3. Impression d'information	P. 181
4. Une diffusion internationale	P. 181
5. Conclusion à l'étude de l'île de Ré	P. 186
3. Chapitre 3: L'île d'Oleron, approche du milieu	P. 187
1. Le contexte démographique	P. 188
2. Le marché médiatique	P. 191
4. Chapitre 4 : L'île d'Oleron: La concurrence médiatique	P. 196
1. La concurrence quotidienne	P. 203
2. La concurrence hebdomadaire	P. 203
3. Conclusion au panorama médiatique de Ré et Oleron en 1980	P. 212
5. Chapitre 5 : Oleron Hebdo	P. 215
1. Le pari journalistique	P. 219
2. La voix d'Oleron	P. 220
1. L'exclusivité locale	P. 222
2. Le poids du commentaire	P. 222
3. La partie payante	P. 226
4. L'impact d'Oleron Hebdo	P. 229
1. La participation des insulaires	P. 230
2. La stratégie de commercialisation	P. 231
3. La campagne de lancement	P. 231
4. Les ventes	P. 232
5. Les abonnements	P. 233
5. Conclusion à l'étude d'Oleron Hebdo	P. 235
6. Chapitre 6 : Cent ans, et après?	P. 236
1. L'impact des journaux	P. 238
2. Des modèles informatifs différents	P. 238
CONCLUSION GENERALE	P. 241
1. Les leçons de l'histoire	P. 245
2. Perspective théorique	P. 245
BIBLIOGRAPHIE	P. 251
TABLE DES ILLUSTRATIONS ET GRAPHIQUES	P. 253
TABLE DES MATIERES	P. 255
ANNEXES	P. 259

"Qu'on la porte en soi ou qu'on l'attende des autres, l'information ne vient que lorsqu'on l'appelle, que lorsqu'on la gagne, que lorsqu'on la fait. Et alors, son nom est liberté"

Robert Escarpit
Théorie de l'information et pratique politique
(Seuil, 1981)

AVANT PROPOS

Lorsque Théophraste Renaudot imprime sa **Gazette de France**, il invente la presse écrite. Nous sommes en 1631. L'émergence des phénomènes économiques dans la société occidentale fait naître ce besoin d'information. Toutefois, la communication écrite est encore tributaire de deux facteurs: la liberté d'imprimer, d'une part, et la liberté d'expression, d'autre part. A la fin du XVIIème siècle, toutes les idées n'ont pas encore le droit de s'exprimer. En 1644, l'essayiste Anglais John Milton publie l'**Areopagita**, sous titré " *Pour la liberté d'imprimer* ". Il faut attendre plus d'un siècle pour que la Révolution Française légitimise le droit de penser librement. L'Article 12 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen stipule: " *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme.* Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ".

Le principe est adopté le 26 août 1789. Sa mise en oeuvre nécessite encore une centaine d'années. La loi du 29 juillet 1881, dite loi sur la liberté de la presse, ouvre le

siècle de la communication. C'était il y a un tout petit peu plus de cent ans.

1989, parmi tant de manifestations consacrées au Bicentenaire de la Révolution Française et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen, n'oublie pas la presse. Sans chercher à rentrer dans ce cadre, le présent travail ne peut manquer d'évoquer cette liberté d'expression inscrite dans les textes de 1789. La liberté de la presse étant souvent synonyme de liberté publique, cet ouvrage sera dédié à la mémoire des auteurs de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen sans lesquels cette recherche n'aurait peut être jamais pu se faire.

1 - INTRODUCTI

C

En 1980, nous présentons devant cette Université un D.E.A intitulé " *Création d'un journal: perspectives économiques et théoriques pour un journalisme contemporain. D'une étude de milieu* ". Au delà de la réflexion, cette étude connaît un prolongement pratique et une application professionnelle de 1981 à 1984, avec la création de l'hebdomadaire **Oleron Hebdo**.

Cent ans après la promulgation de la loi sur la liberté de la presse, cette étude est originale par sa localisation, l'île d'Oleron. Elle s'inscrit dans une perspective d'hypothèse de recherche à ce travail : le texte de 1881 a voulu créer un espace de liberté pour l'expression publique. La presse écrite est le lieu privilégié de l'expression. Au fil des années, cet espace se réduit régulièrement, jusqu'à aboutir, à une parole court-circuitée par des groupes de presse, au pire, à des médias.

Au travers du site choisi, nous voulons vérifier cette hypothèse et essayer de comprendre comment la parole locale a été confisquée et étouffée. Nous ajoutons à cette hypothèse une dimension prospective avec l'apparition des nouvelles technologies éditoriales dans les années 1970. Suite aux réflexions émises dans le cadre de notre D.E.A, nous étendons l'hypothèse de base : les nouvelles technologies peuvent-elles permettre de faire resurgir une expression locale ?

Le site choisi apporte une perspective historique qui permet de saisir l'évolution de toute une culture médiatique. Au travers de l'expérience récente de l'île d'Oleron, nous essayerons de cerner le potentiel que représente l'information locale et les réseaux sociaux que la presse peut attiser.

1 . 1 Les îles du littoral charentais

Oleron est la plus grande île métropolitaine de la côte atlantique. Elle forme

Ré, l'île d'Aix et l'île Madame, l'archipel Charentais. Cet ensemble insulaire, a

développé une presse locale nombreuse et variée qui n'a encore jamais été étudiée.

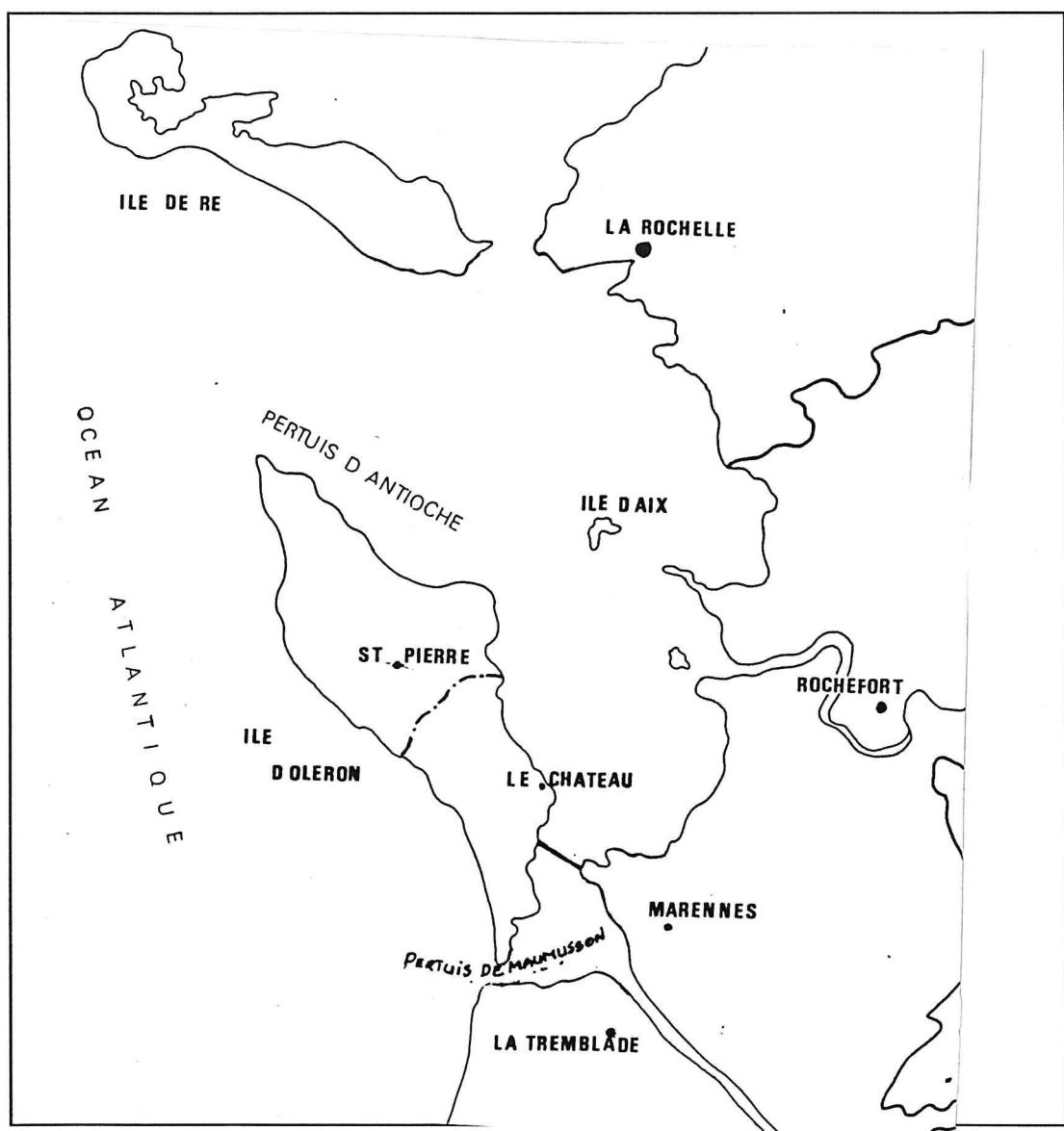
côtes de Saintonge, submergées à l'ère quaternaire, ont émergé au néolithique il y a

forme d'îles. Depuis le troisième siècle environ, leur profil n'a guère changé. D'ou

temps, les îles furent une zone très fréquentée, havre maritime entre Loire et Gironde.

Elles connurent l'occupation romaine puis les longs chassés-croisés entre Français et Anglais ou catholiques et protestants.

Après la Révolution Française, les îles furent découpées en deux cantons : Ars et Saint Martin pour Ré, Saint Pierre et Le Château pour Oleron. Depuis cette époque, la population n'a guère augmenté. D'après Paul Thomas (*), Oleron comptait environ 16 184 habitants en 1906. Aujourd'hui, Oleron dépasse à peine les 16 000 âmes pour 180 Km² et Ré les 10 000 hab. sur 80 Km².



(*) : Paul Thomas, *L'île d'Oleron à travers les siècles*, 1926, réédition Local, 1985.

1.2 Un siècle de presse locale

Les îles charentaises sont aujourd’hui d’un accès facile grâce à deux ponts, celui d’Oléron, construit en 1966, et celui de l’île de Ré, ouvert en 1988. Ce ne fut pas toujours le cas. Cette insularité paraît s’être rapidement concrétisée par l’éclosion de supports locaux d’expression. Ainsi, on retrouve les traces d’un **Almanach du Cultivateur de l’île de Ré** dès 1859 (*) et d’un **Almanach Annuaire de l’Arrondissement de Marennes et de l’île d’Oléron** en 1868 (**). La Presse, elle, naît peut être en 1878 avec un **Echo de l’île de Ré** dont il est fait mention dans **Le Bulletin de la Société des Archives Historiques** (***) . Les premiers journaux consultables datent du 1er janvier 1882. C’est avec eux que débute cette étude.

Aujourd’hui, les progrès des transports et des moyens de communication multiplient les possibilités d’échanges entre les îles et le continent. Néanmoins, la presse écrite n’a jamais cessé d’exister sur l’archipel. Le 13 mars 1981, **Oléron Hebdo** vient compléter la tradition. C’est cette histoire que nous voulons évoquer au travers d’une recherche qui couvre "*Un siècle de presse locale: les îles du Littoral Charentais (1882 - 1982)*".

1.3 Approche théorique

Le cadre historique se dresse facilement entre deux dates incontournables : 1881, loi sur la presse, 1981, création de **Oléron Hebdo**.

Le cadre géographique contient ses propres limites: les îles du littoral charentais,

(*) : **Almanach du Cultivateur de l’île de Ré**, voir Annexe IV et V.

(**) : **Almanach Annuaire de l’arrondissement de Marennes et de l’île d’Oléron**, voir Annexe II et III.

(***) : **Bulletin de la Société des Archives Historiques de la Saintonge et de l’Aunis**, volume 1, 1876-1879.

Ré et Oleron. Reste à cerner précisément le sujet dans son rapport aux sciences de l'information et de la communication. Or, de ce point de vue, plusieurs positions s'offrent à nous selon la place choisie dans le schéma global de la communication: émetteur, médium ou récepteur.

Emetteur d'information, l'archipel charentais serait étudié en fonction des messages, des images envoyées par les îles vers le continent. Cet aspect ne manque pas d'intérêt. Il permet de mesurer la réputation des îles, leur implication dans la vie de la nation et même de la planète. Une telle recherche prend une dimension internationale qui nécessite de compulser une vaste documentation dont il faut, dans un premier temps, faire la recherche. En effet, aucune collectivité, aucune structure locale, n'est, par exemple, abonnée à l'**Argus de la Presse**, un organisme qui collecte les articles de presse consacrés au sujet choisi par son client.

Les Archives Départementales de Charente Maritime disposent d'un maigre fond bibliographique. Le plus ancien témoignage insulaire dans un article de presse nationale y semble un reportage sur "*Les torpilles de guerre*" de Boyardville (île d'Oleron) publié le 8 novembre 1872 à la Une du journal **Le Voleur** (*). On peut d'ailleurs faire remonter cette influence de l'imprimé insulaire bien plus loin dans le temps. Les **Rôles d'Oleron** ne servent-ils pas encore de base aux codes maritimes du monde entier alors qu'ils datent de 1152! (**).

La presse du littoral charentais, pour sa part, a, très tôt, rendu compte de la vie

(*) : **Le Voleur (Journal pour Tous)**, 8 Novembre 1872, voir Annexe LXXII.

(**) : La légende veut que les Rôles d'Oleron, traditions maritimes orales, aient été retranscrits sur les ordres de la suzeraine d'Oleron, Aliénor d'Aquitaine (1122 - 1204). Fille du Duc d'Aquitaine, elle épousa successivement le Roi de France Louis VII puis le Roi d'Angleterre Henri II, apportant dans sa dot la Guyenne, le Poitou et la Saintonge, c'est-à-dire les ingrédients de la Guerre de Cent ans.

insulaire. **Le Journal de Marennes** y fait de nombreuses allusions dès 1834 (*). Notre étude n'ignore pas cette information de voisinage qui entre en concurrence directe avec les médias proprement insulaires. A l'occasion, elle y fait référence.

Récepteur d'information, les îles nous fournissent le support d'une étude sur la diffusion de l'information: lieux de vente, nombre et typologie des titres vendus. Le sujet, là encore, se prête à de nombreux développements dont l'un des plus originaux serait sans aucun doute la diffusion estivale des journaux français et étrangers dans un site touristique ou les difficultés spécifiques à la réception hertzienne loin des grands centres de retransmission. A l'occasion, encore une fois, nous saurons y faire référence.

La position intermédiaire, celle du médium, nous convient mieux. C'est celle par laquelle se concrétise l'expression individuelle. C'est aussi celle du moyen de la transmettre. Ce moyen, ce support, ce sera le papier car nous étudions la période 1882 - 1982 pendant laquelle ni les radios, ni la télévision privée ne sont encore au goût du jour. Ce papier nous permet de disposer d'une source tangible de référence et il s'avère à la fois le médiateur et le message d'une réalité sociale.

Enfin, le développement des nouvelles technologies relance la possibilité de créer de petites entreprises de presse. Cette perspective pourrait redonner un nouvel essor à l'expression locale écrite. C'est du moins dans cet axe que se situe cette étude. Nous regarderons pour cela comment les insulaires prennent la parole et comment l'information circule entre eux. Nous verrons comment cette expression locale s'est affirmée ou a été muselée.

(*) : **Le Journal de Marennes**, 5 juillet 1834, comprend quatre articles concernant Oleron. Voir Annexe. LXXI.

1.4 Approche méthodologique

Au terme de cette réflexion préalable, nous choisissons donc de centrer notre étude sur la presse insulaire. Nous entendons d'abord par presse, le support de l'information, c'est à dire l'instrument par lequel se propage l'information, son cadre technique et son environnement économique. En ce sens, nous faisons notre la synthèse MacLuhanienne : le message, c'est le médium (*).

Nous cherchons donc, en premier lieu, à montrer comment a été diffusée l'information. Dans cette quête, nous reprenons la démarche qui a été celle des auteurs du **Répertoire de la Presse et des Publications Périodiques Françaises** : "Le premier problème qui s'est posé lors de la préparation de ce Répertoire est celui de la définition même des termes de Presse et de Publications Périodiques (...) . 1- Aucune sélection qualitative n'a été opérée; 2- En l'absence d'une définition théorique généralement admise du Périodique (...) les éléments qui ont semblé devoir être retenus (...) sont: Le caractère légal du titre (...); Le caractère d'œuvre collective de chaque fascicule, articles multiples, écrits par des auteurs divers, traitant en principe de sujets différents; Une durée de publication non limitée a priori; Une périodicité déterminée à l'avance; Le fait que tous les fascicules forment une suite numérique et une suite chronologique parallèle; Un texte progressif, qui lie le périodique à l'actualité (...)" (**). De plus, nous réduisons l'étude aux les journaux réalisés sur le site choisi ou ceux destinés en priorité à la clientèle insulaire. Les critères déterminants sont, en conséquence :

L'évocation du nom de l'île dans le titre ou le sous-titre des publications,

L'adresse insulaire du journal, de l'imprimeur ou de la rédaction.

(*) : Marshall Mac Luhan, *Pour comprendre les médias*, Seuil, 1968.

(**) : **Répertoire de la Presse et des Publications Périodiques Françaises**, Documentation Française, 1958.

Ces indices nous donnent un corpus de publications ayant été éditées régulièrement, pendant une période plus ou moins longue. Notre but est de mieux saisir la réalité de ce phénomène et, sur un sujet précis, d'affiner la connaissance que nous avons des publications à vocation d'information désignées généralement sous le terme de "Presse".

Ainsi défini, le sujet n'est-il pas trop limité? Nous nous attacherons à montrer le contraire grâce à un large choix de titres ainsi que par la variété des sujets traités.

1.5 Plan de l'étude

Il semble facile de conduire une analyse distincte pour chaque île. Ces visions séparées ne nous permettent pas de confronter les évolutions, de retrouver des similitudes ou des divergences. Il s'avèrerait sans doute plus difficile, au bout du compte, de comprendre comment la presse de ces deux terres voisines a pu connaître une évolution si contrastée. Ré et Oleron découvrent la presse en même temps, le 1er janvier 1882 avec **Les Tablettes de l'Île de Ré** (*) et **Le Journal de l'Île d'Oleron** (**). Comment arrive-t-on au paradoxe actuel d'une île de Ré disposant de deux hebdomadaires pour dix mille habitants alors que seize mille oleronais n'ont plus de presse insulaire?

Afin de maintenir le parallèle, nous avons choisi de scinder ce travail en trois étapes. Nous nous appuyons pour cela sur trois moments forts de l'histoire de France ou de l'histoire de la presse: 1881, lois sur la presse; 1915, première Guerre Mondiale; 1945, fin de la seconde Guerre Mondiale et publication, dès 1944, des Ordonnances qui fondent le "Paysage Ecrit Français" contemporain.

(*) : **Les Tablettes de l'Île de Ré**, voir annexe LXIV et LXV.

(**) : **Le Journal de l'Île d'Oleron**, voir annexe XXV et XXVI.

Pour chacune de ces périodes, nous établissons un panorama de la presse départementale, puis de la presse insulaire. Nous étudions la structure économique de

celle-ci avant de regarder quel miroir du monde et des îles elles mêmes, ces journaux nous tendent.

Ce regard tourné vers le passé se pose sur trois points particuliers :

- L'évolution des idées au cours de la période;
- Les grands dossiers du moment;
- Les préoccupations locales.

Seule la période la plus récente (1979-1981) donne lieu à une méthodologie différente. L'analyse du marché médiatique insulaire y est plus complète en ce qui concerne les supports médiatiques les plus concurrentiels : **Le Phare et Sud Ouest** sur l'île de Ré, **Le Littoral, Sud Ouest** et **Oleron Hebdo** sur l'île d'Oleron. Pour cette période, nous disposons en effet, grâce à l'amabilité des éditeurs, de données précises sur la diffusion et les ressources des titres. Au delà des résultats économiques de ces entreprises, nous disséquons les pages de ces journaux pour appréhender la réalité de l'information locale dans son mode d'élaboration et les techniques qui amènent à sa communication.

Au terme de cette recherche, nous voulons pouvoir donner des éléments de réponse à deux questions principales :

- Comment expliquer l'évolution divergente des deux îles en matière de presse;
- De quoi est faite l'information locale?

Nous élargissons finalement le débat à une interrogation sur la notion même d'information, sur le rôle de la presse dans la diffusion de ce produit et sur le cadre réglementaire de l'exercice de cette activité.

1.6 Les sources

Les principales sources d'information concernant notre sujet sont les journaux eux mêmes. Grâce au contrôle administratif de la presse par la censure ou l'autorisation préalable, au travers de l'obligation du dépôt légal de chaque publication, il devrait être possible de retrouver trace de tout imprimé. C'est loin d'être le cas. Laxisme de la réglementation d'une part, méconnaissance des textes d'autre part, nombreuses sont les raisons de ces absences qui peuvent expliquer les lacunes anciennes.

Aujourd'hui, le dépôt légal d'une publication de presse est obligatoire en trois lieux: Bibliothèque Nationale (service des périodiques), Procureur de la République et Préfecture. Si les textes sont respectés par les éditeurs, tout chercheur peut espérer consulter facilement l'ensemble des titres de la presse contemporaine. La réalité est bien différente, nous avons pu le vérifier à nos dépens. C'est fort dommage car la presse locale, du bulletin municipal au journal associatif est un des lieux privilégiés de l'expression locale.

Au bout du compte, la recherche s'avère difficile dans le passé comme dans le présent. De plus, la communication entre les différents lieux de conservation n'est pas très dynamique ce qui rend aléatoire la consultation de collections dispersées. Le document de base, en matière de presse, est la **Bibliographie de la Presse Française**

Politique et d'Informations Générales 1865 - 1944 (*). Ce document incontournable existe fort heureusement pour la Charente Maritime, ce qui n'est pas le cas pour tous les départements, mais il commence à dater. Depuis vingt-cinq ans qu'il a été compilé, les Archives Départementales ont dépouillé de nouvelles liasses et les collections se sont enrichies de nouveaux dépôts. Le récent engouement des Français pour l'histoire n'est peut être pas étranger non plus à l'enrichissement de nos archives (**).

Le contrôle administratif qui a longtemps pesé sur la presse permet, au travers des relevés mensuels des Préfectures et Sous Préfectures, de suivre l'évolution de chaque titre avec son tirage et son opinion politique. On y trouve mention de journaux dont il n'existe plus aujourd'hui aucun exemplaire.

L'Annuaire de la Presse offre une autre source toutefois un peu moins fiable. Ainsi, un certain nombre de publications sont absentes d'une édition annuelle car elles sont de création trop récente pour apparaître. Au contraire, leur disparition n'a pas été signalée à l'Annuaire qui les cite pendant plusieurs années avant une remise à jour. Hormis la **Bibliographie**, il n'existe aucun autre document de référence. Ainsi, les publications postérieures à 1944 ne sont pas facilement analysables. Les Archives Départementales proposent seulement, en ce qui les concerne, un classement alphabétique par titre sans indication de localisation, d'opinion ou périodicité.

Deux illustrations de l'incertitude des sources consultées peuvent clore avec

(*) : F. Thoumin, A. Daunas, J. Watelet, Département des Périodiques de la Bibliothèque Nationale, 1964. Par simplification, nous emploierons le titre **Bibliographie** pour parler de cet ouvrage.

(**) : Le cheminement d'un titre vers les Archives est parfois curieux. Ainsi, nous avons trouvé dans un dépôt d'ordures quelques exemplaires du *Bulletin Paroissial d'Oleron L'Hirondelle de Mer* dont il n'existe aucune trace nulle part.

pertinence cette introduction:

- **L'Écho de l'Ile de Ré**: mentionné par le **Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis** dans un article consacré à "**La presse périodique dans les Deux Charentes en 1878**", il aurait publié trois numéros en septembre 1878. Ce sera, pour nous, l'ancêtre mythique de la presse insulaire car il n'est pas recensé dans la **Bibliographie** qui fait pourtant état des ressources de la Bibliothèque Nationale, des Archives Départementales et des principales bibliothèques municipales de Charente Maritime.

- **Le Maritalis**, par contre, est indiqué dans la **Bibliographie**. Aucun exemplaire n'étant à la Bibliothèque Nationale, les auteurs ont spécifié : "*Mentionné par l'Annuaire de la Presse de 1886 à 1889*". Or ce journal existe maintenant aux Archives Départementales, de son premier numéro, le 4 juillet 1885, à son dernier, le 20 septembre de la même année.

Aucune source n'étant complètement fiable, notre travail a consisté en vérifications, recoulements et compilations. Nous donnons à la fin de cet ouvrage un inventaire détaillé des titres rencontrés mais, malgré cela, nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité. Nous voulons seulement souligner que le sujet abordé est relativement vierge. Les sources de renseignement ont été très peu exploitées. Les pages qui suivent contiennent donc un certain nombre d'éléments nouveaux sur la presse charentaise, tant au niveau de l'inventaire des titres que de la structure économique de ce secteur.

2. PREMIÈRE PARTIE AVANT 1915

2 . 1 CHAPITRE 1

INVENTAIRE DE LA PRESSE CHARENTAISE ET INSULAIRE AVANT 1915

Dès 1787, l'anglais Burke qualifie la presse de "quatrième pouvoir" (*) .

L'imprimé est alors bien loin de représenter le poids que nous lui connaissons aujourd'hui. Au départ publications savantes, comme **Le Mercure de France** ou **Le Journal des Savants**, ces organes deviennent rapidement des "Gazettes" d'informations où vont se débattre les idées du temps. La mise au point de l'impression par rotative, vers 1870, puis de la composition par linotype, en 1886, vont accélérer l'essor de la presse et sa diffusion. Entre temps, la liberté de publication accordée par la loi du 29 juillet 1881 a débridé bien des plumes.

(*) : Edmund Burke (1729-1797), homme politique et écrivain. Cité par Fernand Terrou dans "L'Information", Que sais-je?, 1979.

2.1.1 LA PRESSE CHARENTAISE

2.1.1.1 Avant 1881, en Charente Inférieure

Dans cette marche en avant des idées, la Charente Inférieure ne paraît pas en retard. La Rochelle a son **Echo Rochelais** dès 1829; Marennes, son **Journal de Marennes** en 1835. C'est à Rochefort, pourtant, que se développe le titre phare du département, **Les Tablettes des Deux Charentes** qui s'appelait **Annonces, Affiches et Avis Divers de Rochefort** à son origine, en 1808. En tout, quarante-sept titres sont lancés dans le département avant 1881, du moins s'il faut en croire la **Bibliographie**. Vingt-neuf sortent régulièrement en l'an 1878, d'après le **Bulletin de la Société des Archives Historiques de la Saintonge et de l'Aunis** (*).

Une approche typologique des ces titres peut être menée au travers des indications compilées par la **Bibliographie** puisque cet ouvrage donne la périodicité des publications, leurs différents titres ou sous-titres successifs. Cela permet d'appréhender leur contenu, voire leur tendance politique. Périodicité, contenu et opinion peuvent varier, aussi nous ne retenons ici que la dernière référence employée. Pour le contenu, plusieurs critères peuvent se conjuguer comme le montre, par exemple, **Le Journal de l'Île d'Oleron, "Journal Républicain, Indépendant, Politique, Maritime, Agricole, Ostréicole et d'Annonces"**. Nous le classons d'abord d'un point de vue politique, comme "Républicain Indépendant", puis du point de vue du contenu comme un journal "d'informations économiques".

Ainsi, les journaux de cette première période sont autant "politiques" (25), qu'"économiques" (25). Un certain nombre se disent "littéraires" (13). La tendance

(*) : **Bulletin de la Société des Archives Historiques de la Saintonge et de l'Aunis**, 1879. Nous le désignerons plus commodément sous le titre **Bulletin des Archives**.

politique est soulignée seulement par une minorité d'entre eux (12). ils s'avouent alors "Républicains" (6), "Républicains Indépendants" (1) mais aussi "Conservateurs" (2), "Indépendants" (2) et "Union Nationale" (1).

Ces journaux sont avant tout des hebdomadaires (22) mais aussi des bi-hebdomadaires (15), voire paraissent trois fois par semaine (5). Deux quotidiens ont également vu le jour. Malgré l'abondance des titres, rien n'est comparable avec le poids de nos journaux modernes. **Le Journal de Marennes** de 1834 (*) paraît chaque semaine, sur quatre pages au format 20cm x 27 cm seulement!

2.1.1.2 La presse charentaise 1882 - 1914

Après la promulgation de la loi de 1881, la presse française connaît son âge d'or. Les supports d'expression se multiplient, en Charente Inférieure comme ailleurs. Cent quarante deux titres sont mentionnés par la **Bibliographie** au cours de cette période. A ces journaux politiques et d'informations générales, il faudrait ajouter les publications religieuses, associatives ou autres, archivées à La Rochelle où ailleurs, sinon disparues. Il ne faut pas négliger ces dernières en matière de presse locale car elles véhiculent une information vécue, "au jour le jour", riche et diversifiée.

La période s'achève en 1914 avec le début du premier conflit mondial. Cet événement est rédhibitoire pour trois des quatre titres créés cette année là, un seul y survivra. Au total, vingt-neuf titres sont victimes de la guerre. La plupart (16) disparaissent en juillet 1914 car la France mobilise le 1er août et part en guerre le 3. La dernière livraison de sept de ces titres porte la date du 26 juillet, ultime publication de temps de paix. A cause du conflit, six autres titres n'atteignent pas la fin de l'année.

(*) : **Le Journal de Marennes**, voir Annexe LXXI.

La prolifération de cette presse locale correspond au développement des libertés individuelles qui accompagnent la naissance de la République. Depuis 1881, personne ne peut plus être poursuivi pour délit d'opinion aussi chaque tendance politique trouve dans la presse un support privilégié. L'analyse de l'opinion politique des journaux charentais de l'époque reflète bien cette effervescence.

Cent neuf titres sur cent quarante deux affirment un intérêt pour la politique. Trente-neuf sont sagement "Républicains" et neuf "Républicains indépendants". Les autres sont nettement plus nuancés mais les étiquettes ne permettent que difficilement de reconstruire un spectre politique tel que nous le concevons aujourd'hui. Peut être est-ce justement dans cette profusion d'étiquettes que l'on peut faire plonger les racines du Radicalisme charentais avec neuf "Démocrates", trois "Radicaux socialistes", deux "Radicaux" et cinq "Républicains de gauche". Face à ce "Centre gauche", le choix reste large avec, de gauche à droite si tant est que le classement soit possible, huit "Socialistes", deux "Républicains de progrès", quatre "Républicains libéraux" et quelques isolés tendant vers l'extrémisme réactionnaire : "Bloc Républicain", "Union Nationale", "Républicains Plébiscitaires", "Conservateurs", "Anti socialistes" et même "Royaliste".

En 1914, la France voit environ deux cent quarante deux quotidiens de province édités régulièrement. En Charente Inférieure, on en recense quatre. La périodicité la plus prisé par les éditeurs locaux reste l'hebdomadaire (83). On ne trouve plus que vingt-sept bi-hebdos et douze tri-hebdos. Rappelons encore une fois qu'il s'agit ici de la dernière formule éditoriale employée. On voit que la tendance est à la régularisation : quotidiens, hebdomadaires, mensuels avec l'abandon progressif des périodicités complexes.

2.1.2 LA PRESSE INSULAIRE AVANT 1915

2.1.2.1 La presse insulaire avant 1881

Dans toute histoire, il faut un mythe créateur. Cette recherche n'échappe pas à la règle. Ni la **Bibliographie**, ni les Archives Départementales ne nous dévoilent l'existence d'un journal insulaire avant 1882. C'est au détour d'un article du **Bulletin de la Société des Archives Historiques de la Saintonge et de l'Aunis** (*) que nous avons fait notre découverte fondamentale.

En 1879, cette revue d'érudits locaux nous propose une étude sur "**La presse périodique dans les Deux Charentes en 1878**". Elle mentionne la naissance de l'hebdomadaire **L'Echo de l'Île de Ré** le 8 septembre 1878. Imprimé à La Rochelle, ce titre n'aurait pas survécu plus de trois semaines. Nulle part ailleurs nous n'avons trouvé trace de ce prestigieux ancêtre. Aucun exemplaire n'a été archivé dans les endroits que nous avons visités. Cette anecdote démontre combien le sujet que nous abordons peut encore recéler de surprises.

2.1.2.2 La presse insulaire 1882 - 1914

Les îles du littoral charentais ne sont pas en retard sur leur siècle. elles profitent du libéralisme de la loi de 1881 dès le 1er janvier 1882 avec les créations simultanées du **Journal de l'Île d'Oleron** (**) et des **Tablettes de l'Île de Ré** (***) . Le 7 mars 1882, **Le Phare d'Oleron** (****) vient les rejoindre.

(*) **Bulletin de la Société des Archives Historiques de la Saintonge et de l'Aunis**, Op. Cit.

(**) : **Le Journal de l'Île d'Oleron** voir Annexes XXV et XXVI.

(***) : **Les Tablettes de l'Île de Ré** voir Annexes LXIV et LXV.

(****) : **Le Phare d'Oleron** voir Annexes XLVII et XLVIII.

Onze titres vont alors se succéder ou se concurrencer jusqu'en 1915. Huit d'entre eux voient le jour au XIXème siècle. Le dernier né, en 1913, poursuit sa carrière jusqu'en 1934. Certains ne connaissent qu'une existence éphémère comme **Les Tablettes de l'Île de Ré** qui s'arrêtent dès la fin de 1882. Selon le **Bulletin des Archives**, elles deviennent alors **Les Annales de la Rochelle**, titre inconnu de toutes les sources consultées. **Le Maritalis** (*), journal de Sainte Marie de Ré, tout comme **L'Indépendant Oleronais** (**), ne paraissent qu'un seul été. **Le Journal d'Oleron** (****) ne dépasse pas six mois d'existence. L'entrée dans le XXème siècle est difficile!

La presse insulaire fait pourtant montre d'un beau dynamisme. Sur Oleron, deux titres se disputent chaque semaine le lectorat dès 1882. En 1884, ils se retrouvent à trois. En 1906, ils seront quatre pendant quelques mois! L'île de Ré semble plus raisonnable. Après la disparition des **Tablettes**, le véritable début de la presse locale est différé à 1885, avec **Le Maritalis**. Alors qu'il y a pléthore de titres hebdomadaires concurrents sur Oleron, les rétais gèrent mieux le marché local: un hebdomadaire et un mensuel, **Le Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré** (****), en 1913.

Première date fatidique, 1914 met fin à l'existence de tous ces titres, au moins temporairement. Il ne semble pas que la guerre soit responsable de la disparition du plus ancien d'entre eux, **Le Journal de l'Île d'Oleron** puisque son ultime édition date de février 1914. **Le Phare d'Oleron**, **Le Réveil de l'Île d'Oleron** et **L'Île de Ré** (******) disparaissent, par contre, le 25 ou le 26 juillet, en fonction de leur date de parution, c'est

(*) : **Le Maritalis** voir Annexes XXXIV et XXXV.

(**) : **L'Indépendant Oleronais** voir Annexes XXI et XXII.

(***) : **Le Journal d'Oleron** voir Annexes XXIX, XXX et XXI.

(****) : **Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré** voir Annexes VIII et IX.

(*****) : **L'Île de Ré** voir Annexes IXX et XX.

à dire la dernière semaine avant la mobilisation. Il en va de même pour le mensuel **La Revue Rhétaise** (*), daté de juillet. Le jeune **Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré**, créé en 1913, résiste jusqu'en décembre, date de parution, également, de l'**Annuaire du Cultivateur et de la Marine** de l'année 1915.

La profusion des titres, en particulier sur Oleron, laisse espérer l'ouverture d'un large débat politique et l'expression d'opinions contradictoires. L'étude des sous-titres des journaux nous révèle que sept seulement annoncent une couleur politique, dont le **Bulletin Paroissial** si tant est que l'on puisse le classer parmi les journaux d'opinion. Tous s'avancent "Républicains", certains avec une nuance "Indépendante" (2) ou de "Progrès" (1). Derrière cette apparente tiédeur des opinions, le débat n'en est pas moins vif. C'est ce que nous dévoile d'analyse des principaux thèmes traités par les journaux locaux à l'époque. L'éditorial du premier **Phare d'Oleron** situe d'ailleurs bien les ambitions de la presse insulaire: "*Notre programme. Simple et net, il pourrait être formulé en quelques lignes. Quelques développements, cependant, nous semblent utiles.*

"Républicains, nous fondons un journal Républicain Indépendant, étranger à toute coterie, ne relevant que de nous même et de notre conscience, notre liberté d'action reste entière pour diriger notre entreprise. Notre oeuvre est patriotique et Républicaine : nous voulons mettre au service des intérêts de la République et du Pays, tout notre zèle, notre entier dévouement (...).

"La République, solidement établie, ne saurait être ébranlée, et les efforts combinés d'une réaction qui tend à disparaître, si déjà elle n'a pas disparu ou à peu près, ne saurait

(*) : La Revue Rhétaise voir Annexes P. LVIII et LIX.

prévaloir contre elle (...). Nous avons à défendre le Gouvernement Républicain contre toute attaque, d'où qu'elle vienne : des ennemis déclarés du régime existant ou de ceux qui, plus dangereux peut être, à coup sur plus perfides, s'affublent du manteau républicain ou se cachent sous un libéralisme suspect à seule fin de combattre sourdement le régime..." (*).

(*) : Le Phare d'Oleron, 7 mars 1882.

2.2 CHAPITRE 2

LES DÉBUTS DE LA PRESSE INSULAIRE

Dès la création des premiers journaux du département, les îles font partie intégrante de l'information locale. Elles ne sont donc pas à l'écart des préoccupations continentales. Elles occupent même une part importante des journaux du littoral à cause de leur poids économique. Ainsi, le premier **Journal de Marennes** consacre quatre informations à Oleron sur un numéro de quatre pages petit format (*) Y-a-t'il donc besoin, ou nécessité, de créer des organes de presse insulaires? Le fait qu'ils ont existé, et existent encore, étant indéniable, quel est le fondement de leur création? Quel était leur poids? Enfin, qu'apportent-ils de plus à l'information locale?

2.2.1 UNE PRESSE INSULAIRE, POUR QUOI FAIRE?

La presse insulaire naît dans cette période qui marque la libération de l'expression individuelle au travers des lois de 1881. Deux motivations principales peuvent expliquer

(*) : Le **Journal de Marennes**, 27 juillet 1834, Op. Cit.

ce mouvement : d'une part l'émergence d'une conscience locale qu'on peut baptiser ici sentiment d'insularité; d'autre part, le besoin de concrétiser cette personnalité insulaire par un discours auquel la presse sert de support et de matérialisation.

2.2.1.1 Le sentiment d'insularité.

L'expérience républicaine, à peine centenaire, se construit dans le pluralisme. Chaque citoyen apporte sa pierre à un édifice à plusieurs étages car le pouvoir est partagé entre Etat, Départements et Communes. Quoi de plus naturel, dans ce contexte, que de voir les îles développer un sentiment "régional"? Si on examine cette proposition au travers des supports que fournit la presse, on s'aperçoit que Ré et Oleron abordent la question avec un léger décalage.

Le mythique **Echo de l'Île de Ré** pose fugitivement les bases de l'insularité en 1878 mais on trouve également un premier exemplaire de **l'Almanach du Cultivateur de l'Île de Ré** dès 1859 (*). Sur Oleron, les liens avec le continent se desserrent plus difficilement. **L'Almanach Annuaire de l'Arrondissement de Marennes et de l'Île d'Oleron** (**), en 1868, montre l'étroite dépendance de l'île et du continent proche. La presse traduit cette proximité. **Le Conservateur**, fondé à Marennes en 1877, a pour gérant M. de Hillerin, gendarme en retraite domicilié au Château d'Oleron (***) . Malgré cette étroite parenté avec l'île, **Le Conservateur** ne traite pratiquement jamais aucune information insulaire. Paradoxalement, M. de Hillerin cesse ses fonctions en mars 1882, soit au moment même de l'apparition des premiers titres insulaires. Si information locale

(*) : **Almanach du Cultivateur de l'Île de Ré**, Op. Cit.

(**) : **Almanach Annuaire de l'Arrondissement de Marennes et de l'Île d'Oleron**, Op. cit.

(***) : **Rapport du sous-préfet de Marennes sur l'état de la presse**, 3 février 1879.

et sentiment d'insularité sont liés, le rapport ne se tisse réellement qu'à partir de 1882.

2.2.1.1 La façace insulaire

L'inventaire des titres qui se succèdent ensuite sur les îles laisse croire à une phénoménale richesse du discours insulaire, à un large débat d'idées véhiculé par trois journaux d'information sur Oleron et deux sur Ré. Les rédacteurs de la loi de 1881 sont-ils parvenus à jeter les bases de la première démocratie participative ou, en terme de presse, du pluralisme?

"C'est une grande richesse d'idées qui s'exprime, note Yves Dauriac (), et, sans aller jusqu'à croire qu'il y a partout des légions de rédacteurs talentueux, il faut noter dans chaque ville deux ou trois éditorialistes capables d'analyser, souvent avec verve et à-propos, les événements de la semaine".* La prolifération des titres a souvent engendré ce genre de commentaires et conduit à baptiser cette période "âge d'or" de la presse. L'analyse de la réalité insulaire nous amène à nuancer considérablement cet a priori.

La création simultanée, le 1er janvier 1882, du **Journal de l'Ile d'Oleron** et des **Tablettes de l'Ile de Ré** ne doit rien au hasard. Une lecture attentive dévoile des détails surprenants. A l'exception des titres, les "Unes" sont identiques. Le contenu des pages intérieures est à l'avenant: un éditorial où seuls diffèrent les noms des fles (***) et des informations dont l'ordre seul est modifié pour présenter en priorité à chaque lecteur ce qui le touche de près. Quelques années plus tard, on retrouve les mêmes similitudes entre **Le Phare d'Oleron** et **Le Maritais** (puis son successeur **l'Ile de Ré**). A défaut de presse insulaire, peut-on au moins parler de presse de l'archipel charentais?

(*) : Yves Dauriac, "La presse locale en Charente Maritime sous la Troisième République. 1870-1940", dans la Revue de la Saintonge et de l'Aunis, 1979.

(**): voir Annexe LXXX.

L'expression, si séduisante soit-elle, ne résiste pas longtemps à une étude plus précise. Les deux premiers titres de notre histoire avouent un même éditeur, l'imprimerie Billaud, à Royan. Les seconds sont réalisés par la maison Tessier, à Rochefort. M. Billaud édite **La Gazette des Bains de Mer de Royan** (*) dont **Le Journal de l'Île d'Oleron** et **Les Tablettes de l'Île de Ré** sont des copies conformes aux détails que nous avons déjà soulignés, près. **Le Phare ~~d'Ré~~^{d'Oleron}** et **Le Maritais**, puis **l'Île de Ré**, empruntent leur contenu au **Rochefortais** (**) qui deviendra **Le Mouvemant** puis **l'Ouest Républicain**. En accord avec la **Bibliographie**, on peut raisonnablement dire qu'il s'agit ici d'éditions locales.

Au cours de cette période 1882 - 1914, rares sont les titres véritablement insulaires ou indépendants. Quatre seulement semblent mériter cet épithète : **Le Réveil de l'Île d'Oleron** (***)¹, le **Journal d'Oleron**, **Le Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré** et **La Revue Rhétaise**. **Le Réveil**, entièrement fabriqué en Oleron à partir de 1895 reste la véritable première entreprise locale de presse. **La Revue Rétaise**, bien que conçue à La Rochelle, offre un contenu spécifiquement ilien. Sur Ré, **Le Bulletin Paroissial de Saint Martin**, en 1913, marque la première étape de la presse rétaise.

Dans ses premières manifestations, la presse insulaire nous offre l'exemple de phénomènes bien connus dans la presse moderne : les concentrations de titres au sein de groupes de presse. L'intérêt de notre étude rebondit dans cette perspective économique.

2.2.1.3 Naissance des groupes de presse

L'émergence de sous-marques de la presse continentale sur les îles charentaises

(*) : **La Gazette des Bains de Mer de Royan**, voir Annexe LXXIV.

(**) : **Le Rochefortais**, voir Annexe LXXV.

(***) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, voir Annexes LIII, LIV et LV.

signifie-t-elle que ces sites sont trop réduits pour nourrir une presse indépendante? Les chapitres suivants vont nous montrer combien cet argument s'avère fallacieux. Il s'agit du résultat d'une démarche fort différente, une démarche économique, voire capitaliste car les groupes qui s'implantent sur les îles ne le font pas par simple commodité ou proximité.

En effet, dans le cas du groupe Billaud, Royan et l'île de Ré sont à deux extrémités du département. D'autre part, les îles ne représentent pas les seuls objectifs de ces entreprises qui essaient sur tout le département. Ainsi, **la Gazette des Bains de Mer de Royan** devient **Le Courier de Rochefort, La Chronique de Saint Jean d'Angely, La Chronique de Jarnac, Le Mémorial de Saintes** en même temps qu'elle s'intitule **Le Journal de l'île d'Oléron** et **Les Tablettes de l'île de Ré**. **Le Rochefortais** se contente, lui, de trois versions : **L'île de Ré, Le Phare d'Oléron et Le Patriote Royanais**.

Notre étude se limitant aux titres touchant les îles, il n'est pas impossible que d'autres groupes aient existé sans que nous les croisions sur notre route. Cette vue de la presse charentaise modifie toutefois considérablement l'impression prolifique que donne l'âge d'or de la presse française. Ce genre de développement n'a pas du être limité à la Charente Inférieure. Déjà, **La Gazette des Bains de Mer**, avec **La Chronique de Jarnac**, déborde sur un département voisin. Ne pouvons-nous pas en déduire d'autres démarches extra-départementales? Les chapitres ultérieurs nous permettront de vérifier cette hypothèse.

Au bout du compte, une nouvelle lecture de la **Bibliographie** réduit l'inventaire original de deux cent cinquante deux titres à cent soixante dix sept à l'issue des quelques

"concentrations" que notre étude nous permet de déceler sur la période 1882 - 1944!

L'effet de groupe avoisine donc 30% de l'inventaire global de la presse charentaise.

C'est loin d'être négligeable mais ce n'est pas tout.

Au cours de la période 1882 - 1914, la presse des îles ne comporte pas que les titres d'informations "politiques" ou "générales" que nous avons regroupés par familles. Parallèlement, chez certains éditeurs, la démarche de groupe s'accompagne d'une segmentation thématique du marché de l'information. On voit apparaître les premières revues spécialisées. L'éditeur Rochefortais, Emile Tessier, qui contrôle les périodiques politiques que sont **Le Rochefortais, L'Île de Ré, Le Phare d'Oleron et Le Patriote Royanais**, publie également au moins une revue satyrique, **Le Furet** qui deviendra **Le Rigolo**. Pas moins de six titres peuvent donc être regroupés dans le capital éditorial de M. Tessier.

2.2.1.4 L'industrie de l'information

Portée sur les fonds baptismaux au nom de principes philosophiques, la presse trahit vite des comportements bassement mercantiles. En Charente Maritime au moins, on a l'impression que la trompeuse prolifération des titres est le fruit d'une exploitation économique de la liberté d'expression. Certains éditeurs plaident sans vergogne leur détachement des biens de ce monde : *"Ce n'est pas une oeuvre d'argent que nous avons entreprise mais une oeuvre de propagande politique, une oeuvre d'instruction civique en même temps qu'une oeuvre de salubrité publique"* (*). Ceux-là même ne seront pas les derniers à découvrir l'intérêt des concentrations.

Il est vrai qu'en ces temps, la France défriche encore une nouvelle voie politique.

(*) : **Le Maritalis**, 18 juillet 1885.

Chaque tendance cherche, au travers de la presse, à populariser ses idées. Il n'est pas moins vrai que la parole populaire est rapidement confisquée, canalisée, par quelques grands leaders de quelques grands partis, au travers des concentratrions de presse. Ce que nous venons de décrire pour la Charente Maritime n'est certainement pas un cas isolé. La préoccupation économique apparaît comme une donnée fondamentale de l'histoire de la presse, ce qui anticipe d'autant sur le jugement de Bernard Voyenne : "Dès 1900, la concentration des tirages est un fait accompli" (*). Voilà qui ouvre un débat fort intéressant mais qui déborde du cadre strict de cette étude.

Dans les conditions que nous venons de décrire, quel impact peut avoir la presse de l'époque? Comment reflète-t'-elle la réalité insulaire?

2.2.2 LE POIDS DE LA PRESSE INSULAIRE

Créeée sous le double signe de la démocratie et du capitalisme, la presse insulaire se développe sur une base ambiguë. Il est impossible aujourd'hui d'analyser les lectorats des différents titres. Les seuls éléments dont nous disposons en l'occurrence sont la réalité d'une économie rurale à une date où l'école publique est encore balbutiante ce qui peut laisser présager une alphabétisation précaire. Les données les plus précises sur lesquelles nous appuyer demeurent les chiffres de tirage, au travers des contrôles administratifs mensuels, en ce qui concerne la diffusion et l'étude de la place réservée à l'information locale.

(*) : Bernard Voyenne, *L'Information aujourd'hui*, Armand Colin, 1979.

2.2.2.1 La diffusion

A cette époque, le journal n'est ni un produit de première nécessité, ni un produit de grande diffusion. Si les titres se multiplient, l'accès à la lecture reste encore certainement le fait d'une minorité. Il faut une certaine culture, il faut aussi un minimum de revenus. Selon Yves Dauriac (*), en 1885, "*le journal demeure cher : 15 centimes, c'est encore une demi heure de salaire ouvrier*". Dans ces conditions les tirages ne peuvent pas atteindre des sommets. Dauriac estime que, en 1872, le tirage global sur le département de Charente Inférieure avoisine 7 000 exemplaires seulement pour près de 500 000 habitants. Vers 1885, il approche les 15 000 exemplaires, ce qui montre quand même l'immense impact des lois de 1881 sur l'évolution de la diffusion de la presse.

Jusqu'à la première guerre mondiale, le fleuron de la presse charentaise demeure **Les Tablettes des Deux Charentes** qui culmine à 7 000 exemplaires environ. Dans un de ses rapports mensuels sur l'état de la presse, le sous-préfet de Rochefort explique ainsi ce succès: "*La plus grande partie étant réservée aux questions maritimes qui y sont traitées avec une compétence et une sureté d'information très appréciée par le personnel de la Marine. C'est là la véritable cause du succès de ce journal*" (**). Si un seul titre représente à lui seul la moitié du tirage, la foule des autres publications ne peut que rester confidentielle.

Dans ce contexte, les journaux insulaires tiennent une place honnête. **Le Journal de l'île d'Oleron** se voit crédité de 250 exemplaires par numéro (***) , **Le Phare**

(*) Yves Dauriac, op. cit.

(**) : rapport de décembre 1899, Archives Départementales.

(***) : rapport de décembre 1899, Archives Départementales.

d'Oleron plafonne à 100, l'Île de Ré à 50. **Le Réveil d' l'île d'Oleron**, avec 500 exemplaires (*) semble le porte-drapeau de la presse insulaire au XIXème siècle. N'est-ce pas une juste récompense pour l'un des rares titres véritablement iliens?

Au début du XXème siècle, l'accès à la lecture progresse et avec lui la vente des journaux. En 1907, **Le Phare d'Oleron** et **L'île de Ré** sont crédités de 300 exemplaires.

Le Réveil de l'île d'Oleron atteint pour sa part 1300 exemplaires en novembre 1913.

Malgré tout, aucun organe de presse ne parvient à la dimension départementale. A la veille de la guerre, le Préfet reconnaît "*qu'il n'existe pas en Charente Inférieure de journaux qui soient répandus sur tout le département. Chaque arrondissement possède un ou plusieurs organes dont le champ d'action ne dépasse pas les limites de l'arrondissement*" (**).

2.2.2.2 Une médiocre réputation

Avec sa diffusion réduite, la presse charentaise pèse d'autant moins sur l'opinion locale que les titres sont nombreux. "*Contrairement à ce qu'on voit dans d'autres départements, la presse n'a pas ici une grande influence*", note le Préfet en 1906 (***)*. Mes administrés sont gens sages et peu susceptibles d'entraînement irréfléchis. Ils se forment une opinion surtout d'après les faits et leur propre raisonnement*". Le charentais, homme pondéré, à l'image de son animal fétiche, l'escargot? C'est une façon simple d'expliquer sa distance par rapport aux débats de la "grande" presse politique ou d'informations générales. Par contre, une information plus pratique, plus immédiatement utilisable, une information spécialisée a l'air de mieux lui convenir. C'est ainsi que l'on voit très vite

(*) : Rapport préfectoral de 1896, Archives Départementales.

(**) : Rapport de juillet 1914, Archives Départementales.

(***) : Rapport sur l'état de la presse cité par Yves Dauriac, op. cit.

fleurir dans le département plusieurs revues professionnelles tels le **Bulletin Agricole** ou le **Bulletin des Pépinières Américaines du Sud Ouest**. L'un à Saintes, l'autre à Marennes, ils sont édités à 5 000 exemplaires.

Nous verrons que ce type de presse sera également vivace sur les îles. Rappelons-nous encore que c'est à leur contenu spécifiquement maritime que **Les Tablettes des Deux Charentes** doivent leur succès. Peut-on en conclure que si les éditeurs ont été motivés par des arrières pensées économiques, les lecteurs charentais sont, de leur côté, attirés par des lectures ayant une forte connotation professionnelle? Si l'information générale a un impact incontestablement médiocre, n'est-ce pas parce que son intérêt local souffre de l'organisation de ces entreprises au sein de groupes? En bref, la concentration noie la spécificité locale et nuit à l'impact des journaux sur le lectorat. Il faut, pour répondre à cela, examiner la place de l'information locale dans ces supports.

2.2.2.3 La part de l'information locale

Les journaux insulaires de cette période adoptent quasiment tous la même structure: quatre pages s'ouvrant par un éditorial politique ou social avec des informations nationales ou internationales qui se poursuivent en page 2. S'y ajoute une rubrique maritime avec les mouvements de bateaux dans les grands ports français pour plagier **Les Tablettes des Deux Charentes** (*). La page 3 abrite généralement les nouvelles locales et la 4 la publicité ainsi que les informations service du type horaire des bateaux pour les îles.

(*) : mais ce qui se justifie à Rochefort, le plus grand arsenal de France où sont formés tous les marins de la Navale, a-t-il raison d'être pour d'autres journaux, y compris ceux des îles?

Les informations nationales et internationales proviennent d'agences. Michel Vidal

(*) recense trois catégories de "correspondances" (**) en Charente Maritime vers 1850: ultra-légitimistes, Bonapartistes et Socialistes. Comme on le voit, il s'agit d'abord d'organes politiques plus ou moins proches des partis qui vont donner une coloration, une tendance, à ceux qui reproduisent leurs articles. Ce système offre aux plus petits journaux de prestigieuses signatures. Alexandre Millerand (***) et Camille Pelletan (****) sont les éditorialistes réguliers du **Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron** dès 1885. Grâce aux "correspondances", les journaux locaux sont présents dans le monde entier : ils accèdent au "village global" de Mac Luhan. A l'occasion des premiers troubles de Saint Petersbourg, en 1905, certains reportages sont signés Gaston Leroux (*****).

Malgré la diversité des sujets fournis par les agences politiques, les éditeurs s'aperçoivent rapidement que la politique seule ne fait pas recette. Ils cherchent à suivre l'évolution des intérêts de leurs lecteurs et l'une des premières rubriques spécialisées qu'ils ouvrent s'avère être une rubrique financière: "*Toujours désireux de servir les intérêts de nos lecteurs, nous les informons que nous venons de passer un traité avec une maison de Paris pour recevoir, chaque semaine, des renseignements détaillés et circonstanciés sur les valeurs de la Bourse et de la Banque*", lit-on dans **Le Rochefortais/**

(*) : Michel Vidal, "*L'Indépendant de la Charente Inférieure et la montée du Bonapartisme sous la seconde République, 1848 - 1851*" in Revue de la Saintonge et de l'Aunis, 1983.

(**) : avant de parler d'Agences de presse, on parlait de Correspondances.

(***) : Alexandre Millerand (1859-1943), homme politique, élu député radical en 1885, il fonde, après la Première Guerre, le Bloc National Conservateur, devient Président du Conseil (1920) et Président de la République (1920-1924).

(****) : Camille Pelletan (1846-1915), fils d'Eugène Pelletan, natif de la région de Royan. Tous deux furent députés et ministres. Camille Pelletan est l'un des pères de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

(*****) : Gaston Leroux (1868-1927), écrivain, créateur de Rouletabille, journaliste-détective.

L'île de Ré/ Le Phare d'Oleron (*).

Les Agences parisiennes, pour leur part, ont su fort bien suivre, sinon précéder, les besoins de la presse de province. La célèbre maison Havas (**) a ainsi construit sa fortune et sa réputation : *"Dans ces dernières années, écrit Emile Mermet dès 1880, (***) elle a inauguré pour les journaux de province une ingénieuse combinaison qui permet à la presse départementale de renseigner ses lecteurs plus rapidement et à meilleur marché que par le passé. L'Agence Havas expédie tous les soirs par les trains-poste un cliché de six colonnes (30 000 lettres), comprenant les dernières nouvelles du jour même, jusqu'à 6h1/2, et le compte rendu complet des séances des deux Chambres. La mise en page de ces clichés étant des plus simples, les journaux de province peuvent paraître une demi-heure après l'arrivée du train avec toutes les informations de la veille, économisant ainsi le temps nécessaire autrefois pour la composition de ces mêmes informations. (...) L'Agence Havas a appliqué le même système aux feuilletons de sorte que, aujourd'hui, le journal de province peut, s'il le désire, se borner à composer les nouvelles locales. (...) En ce qui concerne les annonces, on peut dire que l'Agence Havas a la publicité exclusive, sous forme de fermage ou de Régie, de la presque totalité des journaux des départements".*

Le libéralisme des lois de 1881 brise simplement le quasi monopole de l'Agence Havas. En multipliant les titres, il développe la demande et une multitude d'agences se créent car le système lui-même est trop efficace pour que les éditeurs s'en passent. Dès leur naissance, les petits groupes de presse de province, pour "faire la différence" avec leur concurrence ne sont-ils pas condamnés au recours aux agences? Ce processus ne

(*) : Le Rochefortais/ L'île de Ré/ Le Phare d'Oleron, 25 octobre 1903.

(**) : fondée par Charles Havas en 1832, elle se spécialisera dans la publicité et ses bureaux d'information deviendront l'Agence France Presse en 1945.

(***) : Emile Mermet, Annuaire de la presse française, 1880.

va-t-il pas développer un parisianisme de l'information au détriment de la "locale"?

2.2.2.4 Oleron montre l'exemple

Les premiers journaux insulaires, **Le Journal de l'Île d'Oleron** et **Les Tablettes de l'Île de Ré**, offrent, en 1882, une silhouette une peu plus originale que celle que l'on rencontre généralement par la suite. Comme tous les titres du groupe Billaud, les journaux royanais ont un ancrage régionaliste qui se manifeste par une page d'ouverture consacrée à un dessin d'humour en patois, le "Croquis Saintongeais". Les pages intérieures valorisent d'ailleurs cette régionalisation puisque la "Chronique de l'île et des environs" débute en page 2. Sous ce titre, qui peut être utilisé indifféremment sur l'une ou l'autre île (*), on trouve un ensemble d'articles dépassant rarement une vingtaine de lignes, plus souvent limités entre cinq et dix. Les informations apparaissent classées selon un critère assez flou de proximité : île, littoral, département, France. Selon le journal, on place donc en priorité, Ré ou Oleron.

Pour le mois de janvier 1882, **Les Tablettes de l'Île de Ré** offrent quarante-trois informations sur l'île, dix huit sur Oleron, cent neuf sur le département et cinquante-six sur le reste du monde. Pendant la même période, **Le Journal de l'Île d'Oleron** propose cinquante neuf articles sur l'île, neuf sur Ré, quatre vingt trois sur la Charente Maritime et soixante dix sur la France et l'étranger. Comme on le voit, le contenu varie quelque peu d'un titre à l'autre.

Malgré l'effort notable d'ancrage local, la distance entre Ré et Royan s'avère fatale à l'édition rétaise qui disparaît au bout d'un an. Les autres titres de la famille poursuivent leur carrière avec un certain succès jusqu'en 1914. Cela vaut à la **Gazette**

(*) : L'éditorial du 1er janvier illustre bien l'identité de contenu entre les deux titres insulaires. Seul le nom de l'île change (voir Annexe LXXX).

des Bains de Mer la réputation de journal "*l'un des mieux informés de l'ouest*" (*). Pour réaliser cette couverture de l'information, le groupe Billaud dispose de bureaux insulaires, à la fois dépôts de vente et correspondants du journal : trois sur l'île de Ré, deux en Oleron. Ils sont mentionnés à la une des éditions respectives.

A la veille de la guerre, **Le Journal de l'Île d'Oleron** est publié sur 32 pages, contre 8 en 1882. Est-ce le signe d'une bonne implantation et d'une bonne couverture de l'information? Bonne implantation peut être si l'on prend en compte le fait que **Le Journal** offre alors 20 pages de publicité environ! En tout cas, l'entreprise de presse se présente comme une bonne affaire commerciale. L'aspect communication, par contre s'est un peu dégradé. L'information locale insulaire a peu à peu disparu. Modifier le contenu de chaque édition se révèle sans doute une opération coûteuse. Les nouvelles rubriques trahissent le "centralisme royanais" : "Royan, chronique de la mer", "Causeries Royanaises", "Au Casino Municipal", "Chronique de la Conche", "Autour de Royan". Le caractère oleronais est totalement gommé.

Si le Groupe Billaud semble être devenu un bon support publicitaire, il le doit avant tout aux agences spécialisées parisiennes (**) qui lui assurent bon nombre de contrats. De ce point de vue aussi, l'analyse quantitative n'est guère favorable à la promotion locale. Le numéro 2 (8 janvier 1882) propose trois publicités d'Oleron, une de l'île de Ré contre quatre de Royan, quatre du département et cinq de Paris. Dès le numéro 4 (22 janvier 1882), on passe à trente et une insertions pour Royan. En 1914, les vingt pages de publicité sont presque exclusivement consacrées à des produits nationaux.

L'expérience du groupe Billaud montre que la masse d'information existe bel et

(*) : *Annuaire de la Presse*, 1883.

(**) : *Von Oven* au 1er janvier 1882, puis *Ewig* après le 16 avril 1882.

bien sur le secteur. Alors que les autres journaux se limitent à quatre pages, ceux du groupe sont de véritables magazines. Par contre, dès le départ, le problème de la collecte de l'information sur une zone géographique étendue se fait jour. Au fil des semaines, l'effort consenti dans les premiers numéros s'atténue, les contacts avec les correspondants s'effilochent, la part de l'île de Ré diminue en premier, celle de l'île d'Oleron s'amenuise. Les résultats de la diffusion plafonnent à 200 exemplaires en 1913 (*).

Les journaux perdent leur vocation à l'information pour devenir de simples supports publicitaires. L'ambition des éditeurs postérieurs égale rarement celle de Victor Billaud. La pagination des publications, jusqu'à aujourd'hui, se réduit considérablement. L'expression insulaire n'est pas encore en pleine possession de ses moyens.

2.2.2.5 L'accent du pays

La part que les journaux insulaires, et ceux du département, consacrent à l'information locale se situe autour d'un quart de la surface, en général la page 3. Les pages 1 et 2 sont confisquées par les agences, la 4 par la publicité. Cette dernière, pour sa quasi totalité, vient elle aussi d'agences parisiennes. Voilà la silhouette type d'un organe de presse charentais jusqu'à une période assez récente. C'est celle que nous retrouvons dans **Le Rochefortais et sa famille**.

A ce jeu, l'information locale est encore pénalisée par l'esprit de famille. Malgré les titres locaux, le contenu est absolument identique. Chez Emile Tessier, la page locale commence par une "Chronique Rochefortaise" puis un ensemble hétéroclite baptisé "Chronique locale" où se mêlent Ré, Oleron, Continent mais aussi départements

(*) : **Le Journal de l'Île d'Oleron**, enquête préfectorale de décembre 1913.

limitrophes. Une analyse suivie, de 1888 à 1901, sur **L'Île de Ré et Le Phare d'Oleron**, montre à la fois la pauvreté de l'information locale et l'évolution divergente du traitement réservé à chacune des deux îles.

Ré fournit cent soixante et un articles en 1888, Oleron dix huit seulement. La situation se dégrade régulièrement pour Ré et s'améliore pour Oleron jusqu'à inverser les positions. En 1901, Ré n'est plus citée que trente quatre fois et Oleron soixante. À ces dates, les deux titres sont bi-hebdomadaires c'est-à-dire qu'il comptent environ cent quatre numéros par an ce qui relativise bien la part consacrée aux deux îles. En conséquence, les tirages sont modestes, environ 300 exemplaires (*).

Réalisés à Rochefort, **L'Île de Ré et Le Phare d'Oleron** ignorent d'ailleurs généralement la vie politique des îles. On y parle peu des campagnes électorales locales, on oublie régulièrement d'en donner les résultats. L'énumération de tous les scrutins entre 1882 et 1914 serait fastidieuse, nous évoquerons donc ici ceux ayant fait l'objet d'une information touchant les îles ou le département dans son ensemble:

- 22 septembre 1889 : candidature de Camille Magué, Maire de La Flotte en Ré aux législatives (battu);
- 7 janvier 1894 : sénatoriales, résultats globaux du département;
- 5 octobre 1905 : résultats de municipales anticipées à Saint Pierre d'Oleron;
- Mai 1906 : présentation de tous les candidats aux législatives.

Entre 1882 et 1914, reconnaissions que c'est très peu. Généralement, le Groupe Tessier se contente de présenter ses favoris pour la ville de Rochefort. Pour cela, on n'hésite pas à confisquer la "Une" pour des professions de foi qui risquent peu

(*) : enquête préfectorale de juillet 1908.

d'intéresser les lecteurs des îles.

Presque aucun des candidats soutenus par **Le Rochefortais** ne sera jamais élu nulle part! Cette situation est clairement résumée par les rapports des sous-préfets, dès 1897: "*le journal Le Rochefortais est un organe sans crédit, sans ligne politique fixe et auquel aucune personne en vue ne collabore*". La situation des journaux du groupe royanais Billaud, **Le Journal de l'Île d'Oleron** et **Les Tablettes de l'Île de Ré**, n'est guère différente: "*En dehors des périodes électorales, aucune notabilité politique n'inspire la rédaction des journaux de l'arrondissement de Marennes*" précise le représentant de l'Etat.

2.2.2.6 Les voix insulaires

Le Réveil de l'Île d'Oleron créé en 1895, adopte la formule classique des quatre pages hebdomadaires. Ce premier essai de presse réellement insulaire est dû à un imprimeur du Château, Emile Roguelon : "*Depuis longtemps, la création d'un journal dans l'île d'Oleron était devenue nécessaire. Il ne convenait pas que dans un milieu aussi démocratique le parti Républicain restât en état d'infériorité*" (*). Malgré cet appel au sentiment insulaire, le journal privilégie l'information nationale et internationale. Il disparaît en septembre 1896.

Après de longues années d'interruption, il renaît en 1913, sur quatre pages toujours mais avec une nette réorientation vers l'information locale. Celle-ci occupe la "Une" et partage la "Quatre" avec la publicité. Les nouvelles du monde s'étendent sur les deux pages intérieures. Cette formule nouvelle marque bien l'insularité du **Réveil**. Pour la première fois, la presse locale joue la carte de l'information autochtone. A-t'-elle

(*) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 4 août 1895.

compris que même avec le secours des agences, elle ne peut concurrencer la "grande" presse? En tout cas, le **Réveil** est le premier journal insulaire à franchir la barre des 1000 exemplaires (*)

La recette, en l'occurrence, n'est pas très compliquée. En dehors des périodes électorales, les informations locales sont avant tout des faits divers : décès, suicides, naufrages, larcins ou délits, programmes des fêtes. On apporte des faits, de l'information brute, peu de commentaires sur l'actualité, encore moins de débats sur des dossiers.

Avec **La Revue Rhétaise**, 1906- 1910, on assiste enfin à l'éclosion d'un périodique local où le débat est roi. Le contenu, uniquement rétais, offre des analyses denses de la situation et de l'avenir de l'île, nous en verrons des exemples dans le chapitre consacré aux dossiers locaux. Après une vingtaine d'années d'apprentissage, la presse insulaire semble devenue adulte.

Au cours des dernières décénies du XIX^e siècle, le monde complexe de la communication s'installe. La presse charentaise, prolifique mais anémique, cache un tissu économique fragile derrière des feuilles sans réelles racines. Finalement assez éloignée des préoccupations insulaires car trop souvent concoctée par des continentaux, mal appuyée par des bénévoles, la presse des îles vivote chichement jusqu'à ce que des insulaires prennent en main ses destinées. Elle se révèle alors performante vis-à-vis du lectorat et pleine de ressources pour la dynamique sociale locale.

(*) : 1200 exemplaires selon l'enquête préfectorale de juin 1913.

Pour ses quelques lecteurs, la presse insulaire transmet une certaine vision du monde. On y oublie parfois les îles, certains privilégiant le Continent, mais que dit-on, justement, du monde et de la vie locale?